

## I. Biographies / Biografieën

VINCENT DUJARDIN & MICHEL DUMOULIN  
«Paul Van Zeeland 1893-1973»  
Bruxelles, Racine, 1997, 283 p.

Ecrire une biographie d'un homme comme Paul Van Zeeland n'est certainement pas une tâche aisée. Deux historiens ont relevé ce défi : Michel Dumoulin, spécialiste de l'histoire de l'intégration européenne à l'UCL et Vincent Dujardin, l'un de ses assistants qui s'est déjà illustré par la publication d'un ouvrage chez le même éditeur (*Belgique 1949-1950. Entre Régence et Royauté*, Bruxelles, 1995). De cette collaboration est née cette biographie en grande partie basée sur les archives personnelles de Paul Van Zeeland rapatriées des Archives générales du Royaume à l'UCL, mais également sur celles de P.-H. Spaak et de l'ASBL Princesse Lilian. Les auteurs les ont enfin utilement complétées par des archives américaines, françaises et anglaises. Le tout livre un ouvrage qui, tout en restant d'une configuration très classique, retrace la riche carrière de Paul Van Zeeland, tant dans sa dimension individuelle que dans sa dimension politique, nationale et internationale.

Distinguant les différentes étapes de cette vie, l'étude fournit de nombreuses informations factuelles. En revanche, elle laisse sans réponse de nombreuses questions, les auteurs évitant de conclure leur ouvrage. On partage leur point de vue lorsqu'ils se refusent à "juger un homme"; en revanche, on regrettera l'absence de conclusion critique qui aurait pu mettre en évidence les ressorts profonds de cette longue carrière aux multiples facettes.

Parmi les grandes lignes de faîte de la carrière de Van Zeeland, retenons son expérience au sein du gouvernement dans les années 30, l'épisode de la guerre et son retour au pouvoir en 1950. En ce qui concerne la chute du «gouvernement des banquiers de 1934-1935», les auteurs mettent bien en évidence le rôle joué en arrière-plan par les économistes de l'Ecole de Louvain - L.H. Dupriez, Fernand Baudhuin... et le Bruxellois Robert Lemoine - dans la préparation de la dévaluation de 1935. Ils confirment également la nature des contacts noués dès le printemps de 1934 entre Van Zeeland et Henri De Man par l'entremise de Lemoine. En revanche, les auteurs n'apportent rien de neuf sur la portée et les limites tant politiques, sociales et économiques des réformes qui ont caractérisé sa politique de 1935 à 1937. Pour la période de la guerre, les auteurs optent pour une grande prudence. Celle-ci peut tout à fait se comprendre par la nature fort complexe des relations et des enjeux de pouvoirs régnant tant au sein du gouvernement de Londres que parmi les personnalités belges en exil. Dans ce domaine, les historiens spécialistes de cette période seront certainement intéressés par la correspondance existante entre Paul-Henri Spaak et Paul Van Zeeland. En revanche, les auteurs fournissent peu d'informations neuves sur les activités de Van Zeeland pendant le conflit. Une analyse plus fouillée de cette période aurait sans doute permis de mieux comprendre son retour aux avant-postes en 1949 alors qu'il était considéré comme un homme 'fini' tant dans les milieux belges qu'anglo-américains.

L'ouvrage donne un fidèle reflet de la carrière de Paul Van Zeeland, marquée par ce

va-et-vient entre politique nationale et internationale. Les critiques que l'on pourrait faire ne doivent pas occulter le fait que l'étude, bien bâtie, répond à sa vocation première de livrer des informations utiles tant pour les amateurs d'histoire que pour les historiens. Elle constitue une synthèse qui pourra certainement être complétée par des travaux ultérieurs.

*Jean-François Crombois*

## **II. Eerste Wereldoorlog / Première Guerre mondiale**

SOPHIE DE SCHAEPDRIJVER

«**De Grote Oorlog. Het Koninkrijk België tijdens de Eerste Wereldoorlog»**

Amsterdam, Atlas, 1997, 365 p.

Depuis plusieurs années, l'étude de la Première Guerre mondiale connaît un profond renouvellement de ses approches et de ses méthodes. Sous l'impulsion des historiens de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne (Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Gerd Grumeich,...), les recherches s'organisent autour du concept de 'culture de guerre', défini comme l'ensemble des représentations, des attitudes et des pratiques de 1914 - 1918<sup>1</sup>. Rapidement, ce concept a conduit à l'exploration de champs de recherches jusque-là ignorés, méconnus ou dédaignés. Citons à titre d'exemple, les études d'Annette Becker ou de Jay

Winter consacrées à la mémoire et à la commémoration du conflit<sup>2</sup>. Curieusement, les historiens belges sont demeurés en retrait de ce mouvement. La parution de l'ouvrage de Sophie de Schaepdrijver devrait en partie gommer cet isolement et annoncer de nouvelles recherches.

Ouvrage de synthèse destiné à un public averti, mais aussi à des hommes et des femmes passionnés à leurs heures perdues par l'histoire, il souffre des difficultés du genre : un apparat critique réduit à sa stricte nécessité, une bibliographie sommaire bien que commentée et une mention des sources insuffisante. En outre, les puristes reprocheront l'absence d'une véritable introduction, ce qui rend difficile la perception, voire la compréhension des objectifs de l'auteur. Une fois ces désagréments surmontés, il reste un ouvrage efficace et nuancé.

Profitant de fructueuses recherches menées aux Etats-Unis (*Hoover Institution Archives, National Humanities Center*), Sophie de Schaepdrijver invite en dix chapitres à la découverte des deux Belgique qui coexistèrent pendant la guerre : la Belgique libre et combattante (Sainte-Adresse, le front de l'Yser) et la Belgique occupée, résistante et collaborante. Elle adopte une approche originale et séduisante. Dans un premier chapitre ('*Voor de storm*' : *Belgie in 1914*), elle examine l'identité de cette Belgique qui sera entraînée dans la guerre. Soulignant que la

1 "Epilogue", in *14 - 18 la très grande guerre*, Paris, Le Monde Editions, 1994, p. 258.

2 JAY WINTER, *Sites of memory. Sites of mourning. The Great War in European cultural history*, Cambridge, Cambridge University Press, X-310 p.; ANNETTE BECKER, *La guerre et la foi. De la mort à la mémoire*, Paris, Armand Colin, 1994.

période 1870-1914 est celle de l’“Age des Empires”, se référant en cela à l'historien britannique Hobsbawm, l'auteur s'interroge sur la pertinence de cette notion pour la Belgique. Premier constat : notre petit pays, suite à l'acquisition des possessions africaines en 1908 et à son activité économique intense, appartient au club des nations riches et développées. Deuxième constat : cette situation favorise parmi les élites financières et économiques du pays l'émergence d'un sentiment impérialiste. Ce sentiment est-il générateur d'une identité belge ? Reprenant Henri Pirenne, Sophie de Schaepdrijver présente les signes non d'une identité belge, concept trop rigide, mais d'une civilisation (*Belgische beschaving*) qui s'exprime au travers d'une production littéraire et de cercles intellectuels. Sentiment diffus donc qui situe dès lors la Belgique en retrait des autres nations à l'identité plus nettement marquée (France, Allemagne, Angleterre). Élément déterminant lorsqu'il s'agira d'évaluer la pertinence du concept de ‘culture de guerre’ pour un pays comme la Belgique. Véritable matrice de la synthèse, ce premier chapitre accorde une large place à l'évocation de la question linguistique et de son évolution dans les années d'avant-guerre, choix judicieux qui permet de comprendre les tensions qui vont surgir dans et de la guerre.

Après un bref chapitre consacré à l'invasion, Sophie de Schaepdrijver évoque principalement la situation des territoires occupés (Chapitre IV : ‘Een psychologisch raadsel’ : *de bezetting, 1914-1916*, Chapitre

V : ‘Wij zijn Germamen, geen Latijnen’ : *Vlaamsgezinheid en Flamenpolitiek, 1914-1916*, Chapitre VII : ‘Triomf der brutale macht ? De bezetting in de tweede helft van de oorlog’, Chapitre VIII : ‘Een hellend vlak’ : *activisme en collaboratie, 1916-1918*) ne consacrant qu'un seul chapitre au Front de l'Yser (Chapitre VI : ‘De IJzer’ : *Het Belgische front in de stellingoorlog (november 1914 - september 1918)*). Tout au long de ces chapitres, les éléments bien connus de cette période - le régime d'occupation, les problèmes de ravitaillement (Comité national de Secours et d'Alimentation), de déportation, de résistance (civile et administrative) - sont largement évoqués. Bien que faisant l'objet d'un seul chapitre, la partie consacrée au front de l'Yser est l'occasion de rappeler les mutations de l'armée belge, mais surtout de mettre en évidence une source méconnue, et ce malgré les efforts du Musée de l'Armée de Bruxelles, la presse de tranchée<sup>3</sup>.

L'originalité de la synthèse réside dans la large place accordée à la question flamande et à l'évolution du sentiment patriotique, tant dans la partie occupée du pays qu'au sein de l'armée. Conséquence des interrogations politiques du temps, mais aussi et surtout signe d'une nouvelle approche construite autour des représentations et des mentalités, Sophie de Schaepdrijver livre un travail nuancé et approfondi. Elle constate dès le départ l'immense sentiment patriotique qui a traversé le pays et illustre son propos par l'exemple de l'engagement comme volontaires de jeunes issus de milieux flamingants (p. 61).

3 F. BERTRAND, *La presse francophone dans les tranchées*, Bruxelles, 1971; G. BULTHE, *De Vlaamse loopgravenpers tijdens de eerste wereldoorlog*, Bruxelles, 1971.

ce qui exprime cette *Belgische beschaving* évoquée en introduction. Toutefois, les revendications flamandes d'avant-guerre vont émerger avec plus de force d'une part, parce qu'elles seront instrumentalisées par les Allemands (*Flamenpolitik*) et d'autre part, parce que les conditions de vie sur le front exacerberont les revendications des soldats flamands commandés par des officiers francophones. Pour le pays occupé, Sophie de Schaepdrijver invite à examiner la relation difficile entre les aspirations flamandes d'une partie de la population (*Vlaamsgezindheid*) et la *Flamenpolitik* allemande. Confrontation intéressante qui permet de distinguer les aspirations et les volontés différentes des Activistes (*Activisten*), des Passifs (*Passieven*), mais aussi des soldats flamands sur le Front.

L'émergence de la question flamande au cours de la guerre pose la question du rôle de la guerre dans la société belge. La conclusion s'ouvre d'ailleurs sur une interrogation : la guerre constitue-t-elle un héritage commun ? Le suffrage universel masculin et la victoire des socialistes aux premières élections d'après-guerre marquent la constitution d'une famille socialiste puissante et structurée autour d'un parti et de forces syndicales. Les masses tirent profit de leur effort de guerre (p. 300). A l'inverse, les soldats flamands, les 'frontistes', doivent constater l'hostilité d'une grande partie de la population de leur région face à leurs revendications. Les aspirations flamandes ont été trop liées à la volonté de l'occupant. Ceci n'empêche pas la constitution d'un puissant groupe de pression autour des revendications flamandes (question des langues, enseignement). La résistance francophone à toute évolution dans ces matières favorisera dans

l'entre-deux-guerres le rapprochement paradoxal entre anciens activistes et le parti frontiste. Progressivement, constate l'auteur, les aspirations flamandes seront rencontrées. Ainsi en 1930, l'université de Gand passe sous régime linguistique flamand, choix approuvé par une très large majorité parlementaire. Sophie de Schaepdrijver y voit un signe de l'héritage commun de la guerre : à la notion libérale de patrie basée sur la pleine et totale liberté succède un esprit patriotique émancipé où la reconnaissance de deux langues officielles n'est plus seulement un droit, mais se marque dans les faits.

*Frédéric Dauphin*

### *III. Histoire sociale / Sociale geschiedenis*

DIRK LUYTEN & GUY VANHEMSCHE (EDS.)  
«*Het Sociaal Pact van 1944. Oorsprong, betekenis  
en gevolgen»*  
Brussel, VUBPress, 1995, 368 p.

Niets is zo ondankbaar om te recenseren als een verzamelbundel. Ondankbaar voor de auteurs, omdat het product van veel noeste arbeid in luttele regeltjes moet worden samengevat; ondankbaar voor de recensent, die geen recht kan doen aan de individuele bijdragen en terzelfder tijd vaak moeite heeft om een uitgekristalliseerd concept te vinden achter de zeer heterogene gewrochten die verzamelbundels nu eenmaal zijn. Laten we de besprekking van deze Acta van het historisch luik van het colloquium *50 Jaar Sociaal Pact*, nu alweer bijna vier jaar geleden, dus maar meteen beginnen met een bedankje aan het adres van de editors van de bundel, Dirk Luyten en

Guy Vanthemsche, die het de recensent tot op zekere hoogte gemakkelijk hebben gemaakt : in hun voortreffelijke inleiding tonen ze niet alleen aan dat aan dit project, ondanks het gouden jubileum van het Sociaal Pact, wel degelijk een concept ten grondslag lag dat de sfeer van de historische herdenkingen ruimschoots overstijgt, maar geven ze tevens enkele grote krachtlijnen weer die uit de verschillende bijdragen konden worden gedistilleerd (en in dat concept passen).

Eerst het concept. Het Sociaal Pact van 1944 heeft het karakter van een *texte fondateur* en wordt zowel door wetenschappers als door politieke beleidsverantwoordelijken nogal eens gemythologiseerd als het startschot voor de Belgische variant van de verzorgingsstaat, gebouwd op een ‘typisch Belgisch’ overlegmodel in een geest van verzoening en consensus tussen patronaat en vakbonden. Dit dominante beeld van het Pact wordt in de bundel kritisch ondervraagd, vaak met een onverholen verwijzing naar de actualiteit. Het kritisch onderzoek van de ‘ontwerpovereenkomen’ wordt benaderd vanuit drie invalshoeken : 1) de oorsprong van het Pact, gesitueerd in een breder tijdsperspectief (om de innoverende waarde of het ‘breekpuntkarakter’ van de tekst te kunnen evalueren); 2) de inhoud en betekenis van het Pact, gesitueerd in de bredere sociologische ruimte van de actoren die de tekst boven de doopvont hebben gehouden (om tot een ‘actieve’ lectuur van de ‘heilige tekst’ te komen); 3) de effecten van het Sociaal Pact voor de naoorlogse geschiedenis (om de invloed op een ‘prospectieve’ wijze te meten, aangezien de historicus de evoluties van 1944 tot nu min of meer kent).

Werkend en denkend vanuit die drie invalshoeken heeft een keure historici vaak zeer vernieuwende bijdragen geleverd, die elkaar weliswaar deels overlappen, maar, omdat het perspectief telkens wisselt vooral mooi in elkaar inhaken. Guy Vanthemsche heeft het over de sociale bescherming voor en na het Sociaal Pact. Bart De Wilde behandelt de collectieve arbeidsverhoudingen tussen 1880 en 1940. Dirk Luyten zet dat verhaal verder met een bijdrage over de dialectiek van het overleg en de collectieve arbeidsverhoudingen tussen 1940 en 1952. Alain Meynen laat zich inspireren door Roland Barthes en Louis Althusser in een poging tot ‘demontage’ van de tekst van het Sociaal Pact, wat een ietwat doorwoerde maar originele kritiek van de fordistische ideologie oplevert. Isabelle Cassiers en Peters Scholliers meten de invloed van het Pact op de lonen en de economische groei in een internationaal perspectief. Wouter Dambre en August Van den Brande behandelen de invloed van het Pact op regering en parlement (1944-1954). Ginette Kurgan-van Hentenryck wijdt haar stuk aan de houding van het patronaat tegenover de uitvoering van het Pact. De bijdrage van Rik Hemmerijckx gaat over de socialistische vakbeweging en het Pact, terwijl Luc Peiren de houding van de socialistische beweging in globo bestudeert. Een min of meer gelijkaardig drieluik behandelt het katholiek patronaat en de uitbouw van de overlegeconomie 1944-1954 (Godfried Kwanten), de christelijke arbeidersbeweging en het Sociaal Pact (Patrick Pasture) en de CVP en het Pact 1944-1948 (Emmanuel Gerard). Hekkensluiter Marc D’Hoore buigt zich over de de positie(s) van de liberalen. Een vrij klassieke taakverdeling, die zij

het dan wel niet compleet op de leest van onze verzuilde politieke historiografie geschoeid is, maar er toch niet aan ontkomt. De verzuilingsdimensie zit natuurlijk eerst en vooral in de feiten en structuren ingebakken, niet alleen in het beeld dat historici ervan (proberen te) scheppen. Toch kan de verzuilde blik een aantal andere dimensies aan het zicht onttrekken. Het was bijvoorbeeld ook interessant geweest de effecten van het Sociaal Pact op de stakingsactiviteit te meten : om de sociale vrede was het toch allemaal begonnen en *à la limite* vormde precies die stakingsactiviteit een niet zo goed controleerbare variabele in het hele bouwwerk. In verschillende bijdragen wordt die problematiek, al dan niet in relatie tot de communistische impact na de oorlog, trouwens wel aangeraakt.

De krachtlijnen die de editors uit de veelheid aan nieuwe inzichten distilleren, worden geformuleerd als vier nuanceringen, die paradoxaal genoeg een betere inschatting van de draagwijdte en de uniciteit van het Sociaal Pact inhouden. Eerste nuancing : het Sociaal Pact was geen originele creatie *ex nihilo*, maar de resultante van een langdurig “rijpingsproces”. Rijping is een metafoor die ik persoonlijk niet zo goed gekozen vindt, omdat het een proces was dat met hevige machtsstrijd gepaard is gegaan, zowel op micro- als op macroniveau. Tweede nuancing : het Sociaal Pact kon niet steunen op een algemene consensus : de interne verdeeldheid bij zowel het patronaat als de arbeidersbewegingen was zeer groot. Derde nuancing : de uitvoering van het Pact is mede daarom niet van een

leien dakje gelopen. De effecten van het Pact waren lang niet evident : wat de lonen betreft ging het veeleer om een inhaalmanoeuvre ten opzichte van de omliggende landen. Het Pact regelde niet eensklaps alles, zie de ‘nageschiedenis’ van het overlegmodel, de pensioenen en de ziekte- en invaliditeitsverzekering. Vierde nuancing : er was een discrepantie tussen de intenties van de betrokken actoren en het uiteindelijke resultaat van hun compromissen, zodat de actoren er zich achteraf niet onverdeeld in herkenden.

Terwijl deze nuanceringen het resultaat zijn van een zorgvuldige demythologisering van het Sociaal Pact op verschillende punten, heeft men niettemin oog gehad voor de fundamentele verschuivingen die het heeft teweeggebracht : een inschikkelder houding van het patronaat tegenover de vakbonden; erkenning van de vakbonden; de bekraftiging en versterking van het consensualistisch discours en terzelfder tijd een decisieve etappe in de uitbouw van een consensuele economie (ook al belette de consensus in de sociale realiteit geenszins conflicten); het buiten spel zetten van het Parlement inzake besluitvorming in essentiële dossiers vlak na de oorlog; toenemende invloed van de ‘sociale partners’ op de politiek; bureaucratisering van de organisaties.

De organisatoren van het colloquium zijn zeer goed geslaagd in hun opzet om een nieuwe synthetische kijk te bieden op het Sociaal Pact. Deze synthese is echter het resultaat van veelvormige analyses, zonder dewelke het niet mogelijk was geweest aan te tonen “welke subtiele en

complexe verhoudingen er wel bestaan tussen ‘een grote historische gebeurtenis’ en de ‘omstandigheden’ waarin ze het licht zag” (p. 14).

Gita Deneckere

GINETTE KURGAN-VAN HENTENRYK  
«Gouverner la Générale de Belgique. Essai de biographie collective»  
Bruxelles, De Boeck Université, 1996, 264 p.

Dans l'avant-propos, l'auteur balise le champ de son étude qu'il situe au carrefour de deux approches. La première, héritée de la '*Business History*', se concentre sur l'histoire des entreprises et de leurs dirigeants. La seconde s'inspire des travaux menés en histoire sociale sous la houlette de J. Kocha en Allemagne, Y. Cassis en Angleterre et G. Kurgan en Belgique; elle a pour but de renouveler l'étude de la bourgeoisie européenne en affinant ses contours économiques, sociaux et culturels.

Le premier apport de l'ouvrage de G. Kurgan est de rompre avec l'image monolithique de la Société générale de Belgique en mettant en évidence les processus de renouvellement dans le recrutement de ses cadres dirigeants. En prenant le parti d'identifier les trajectoires individuelles, l'auteur donne de nombreux éclairages sur les dissensions, les rivalités ou encore les rapprochements qui ont marqué l'évolution de la direction du groupe depuis sa création jusqu'il y a peu. Plusieurs étapes jalonnent cette histoire. La première commence avec la Révolution

belge pour s'achever avec la crise de 1848. Durant cette période et à travers différents phénomènes de rupture et de continuité, la Générale se débarrasse de la tutelle hollandaise pour rechercher une nouvelle légitimité nationale. L'auteur met aussi en lumière l'existence d'une bourgeoisie locale bruxelloise qui a bâti sa richesse durant les périodes française et hollandaise. Ce groupe constitue le premier noyau des dirigeants de la Générale. Rassemblé autour du nouveau gouverneur, Ferdinand de Meeus (1830-1861), il éclate suite à la crise de 1848.

La période de 1848 à 1870 est désignée selon l'auteur comme le “temps des notables”. Elle voit l'ouverture des cadres dirigeants de la Générale aux milieux politiques extra-bruxellois. Le recrutement des cadres se fait alors par différentes voies. La voie politique est représentée par la nomination comme gouverneurs de Charles Liedts (1861-1877), de Victor Teisch (1877-1892) ou encore de Jules Malou (ce dernier démissionnant de son poste de vice-gouverneur en 1871 pour devenir ministre des Finances). La voie administrative révèle la grande porosité entre l'administration et le monde des affaires. La voie interne est également représentée : ainsi, après avoir effectué toute sa carrière au sein de la Générale, Ferdinand Baeyens en devient le secrétaire en 1871 puis occupe le poste de gouverneur de 1892 à 1913. Le temps des notables est symbolisé par la concentration des dirigeants qui élisent domicile dans les grands hôtels particuliers du Quartier Léopold.

Mais déjà se profile la Première Guerre mondiale. Cette troisième période est marquée par la professionnalisation des

cadres. Les juristes et les hommes politiques cèdent la place aux hommes de terrain, comme Jean Jadot et Emile Francqui, respectivement gouverneurs de la Générale de 1913 à 1932 et de 1932 à 1935, qui ont pris une part active dans l'essor des activités de la Société à l'étranger dès avant la guerre. Durant le premier conflit mondial, les dirigeants de la Générale vont associer leurs intérêts à l'intérêt national. Tant Jadot que Francqui tireront de leur rôle durant le conflit une nouvelle légitimité dans l'opinion. Celle-ci va conduire Francqui à maîtriser en grande partie la politique financière et monétaire de la Belgique jusqu'en 1934-1935. Une fois de plus, le recrutement des dirigeants s'élargit : cette fois, il s'étend aux ingénieurs et aux 'coloniaux', suite notamment à la spectaculaire absorption de la Banque d'Outremer en 1928. Cet élargissement va pour un temps cristalliser les oppositions de personnes et d'ambitions. Ces divergences donnent alors lieu à des départs remarqués comme celui de Georges Theunis en 1931.

La grande dépression et la chute du gouvernement des banquiers auquel Emile Francqui et Georges Theunis participent, ouvrent une nouvelle période de repli vis-à-vis du monde politique de la part des dirigeants de la Générale. Ce repli se produit dans un contexte de réorganisation profonde imposée par la nouvelle réglementation mettant fin au régime des banques mixtes en Belgique. Il s'accompagne d'une nouvelle politique de recrutement des dirigeants : on fait désormais appel à des spécialistes davantage tournés vers les activités industrielles. Cette période marque le début du temps des ingénieurs, temps symbolisé par la nomination

à la tête du holding de Galopin (1935-1944), puis de Gaston Blaise (1944-1950) et enfin de Paul Gillet (1950-1961).

L'apport essentiel de l'ouvrage de G. Kurgan est de souligner comment ces différentes étapes dans le mode de recrutement des directeurs de la Générale conduisent à la formation de strates successives qui, au lieu de s'annihiler, se superposent tout en maintenant une grande fluidité entre elles. En fait, l'auteur nous retrace l'évolution d'un groupe social à part entière. Cet ouvrage ouvre ainsi de nouvelles voies dans l'étude de la contribution des milieux d'affaires au développement de la vie politique, sociale et culturelle du pays.

*Jean-François Crombois*

#### *IV. Joodse geschiedenis / Histoire juive*

IDO DE HAAN  
«Na de ondergang. De herinnering aan de Jodenvervolging in Nederland 1945-1995»  
Den Haag, Sdu, 1997, 292 p.

De evolutie van de collectieve herinnering aan de jodenvervolging in Nederland sedert 1945, en haar invloed op de Nederlandse cultuur, dat is het wel bijzonder ambitieuze programma van *Na de ondergang*. Na een overzicht en analyse van de evolutie van de Nederlandse geschiedschrijving terzake belicht Ido de Haan achtereenvolgens : de 'joodse gemeenschap' voor en na de oorlog; repressie en zuivering van collaborateurs; behandeling van vervolgingstrauma's; herdenkingsplaatsen en monumenten; houding en rol van de media; historische en juridische

getuigenissen van overlevenden (ook in het algemeen, theoretisch); de ‘affaires’, publieke discussies over vrijlating van oorlogsmisdadigers (de vier/drie van Breda), over de toeënkennung van uitkeringen aan allerhande oorlogsgetroffenen, rond R.W. Fassbinders *Het vuil, de stad en de dood*, enzovoort. Als toetje, omdat de studie kadert in het onderzoeksproject *Nederlandse Cultuur in Europese Context*, volgt nog een hoofdstuk waarin de Nederlandse situatie wordt getoetst aan die in andere Europese landen. Na lezing van het resultaat van deze herculesarbeid blijkt dat de auteur te veel hooi op zijn vork genomen heeft.

De Haan, die aan de universiteit van Amsterdam onderzoek doet op het gebied van politieke theorie en Nederlandse geschiedenis, keert zich tegen de volgens hem in Nederland dominante psychodynamische interpretatie van de publieke herinnering aan de jodenvervolging (trauma, verdringing, bewustwording). Het succes van deze psychodynamische duiding wijt De Haan aan de enorme betekenis van de psychiatrie in het krachtenveld van de Nederlandse samenleving. Het leed en onrecht te weeggebracht door de vervolging werden volgens hem pas publiek erkend nadat psychiатers op de psychische gevolgen ervan hadden gewezen. Dat in vele andere landen waar de psychiatrie minder toonaangevend is, de naoorlogse herinnering en geschiedschrijving grossso modo dezelfde evolutie hebben doorgemaakt als in Nederland, verklaart de auteur niet. Tegenover de psychodynamische interpretatie stelt De Haan dat de naoorlogse samenleving, de herinnering en de geschiedschrijving van bij het begin bepaald werden door de scheiding die de Duitsers hebben veroorzaakt tussen joden en niet-joden. Een

scheiding die nooit meer werd opgeheven, “de verdeeldheid van de samenleving langs de lijnen die de vervolging had getrokken was onontkoombaar”. Dat roept natuurlijk de vraag op hoe het dan komt dat het in andere landen anders liep.

Volgens De Haan werd de kloof direct na de oorlog al bestendigd door de Nederlandse overheid. Zij benoemde immers de (latere) grote drie van de geschiedschrijving over de jodenvervolging in Nederland (Presser, Herzberg en De Jong) en dat waren niet toevallig allen joden. Toch niets anders zeker dan de voortzetting van de tijdens de oorlog opgelegde toestand, “het ene isolement werd vervangen door het andere : die van de professionele geschiedschrijving”. Voor hetzelfde geld kan je deze bemoeienis van de overheid natuurlijk positief beoordelen; je hoeft er ook niet aan te twijfelen dat het zeker niet goed was geweest als men niet-joodse onderzoekers had aangesteld.

De weerlegging van de inderdaad simplistische psychodynamische interpretatie (die men overigens in recent wetenschappelijk werk niet meer aantreft) heeft bij De Haan tot een ander simplisme geleid. Zijn sterke betrokkenheid, die bijna uit elke alinea spreekt, speelt hier waarschijnlijk in mee. Verontwaardiging over de jodenmoord en de gebrekige herinnering eraan scherpt de blik en spitst het denken toe, maar beperkt ook vaak gezichtsveld en verklaring.

De Haan gaat ervan uit dat “de openbare vormgeving van de herinnering aan de jodenvervolging moet onderzocht worden in het kader van de nationale staat”. Ongetwijfeld een belangwekkende

inalshoek, maar allesbepalend is hij zeker niet. Er spelen bijvoorbeeld ook psycho-sociale factoren mee; de relatie én concurrentie met andere collectieve herinneringen aan ander grootschalig door mensen veroorzaakt leed, nationaal en internationaal, uit het verleden en in het heden. De herinnering aan de moord op de Europese joden ligt mee aan de basis van de joodse staat, de zionistische eind-oplossing voor het ‘joodse probleem’ in Europa. Velen zien Israël als een belangrijk element in de verwerking van de judeocide, de oprichting van een eigen thuisland als het enige positieve gevolg van al die ellende. Het lot van Israël en de politiek-militaire ontwikkelingen in het Midden-Oosten zijn dan ook van groot gewicht voor de collectieve herinnering aan deze Europese moord. Dat is De Haan niet onbekend, maar hij wil dit aspect buiten beschouwing laten (p. 7). Op zich is daar niets mis mee, als men zich maar bewust blijft van de perspectiefvernauwing. Maar de Haan breidt zijn op onderzoek van deelaspecten gebaseerde conclusies wel tot het geheel uit. Dat in een studie over de Nederlandse herinnering aan de jodenvervolging zo weinig aandacht gaat naar ‘inter-nationale’ verschillen en invloeden, mag verwonderlijk heten. Nederland had en heeft met zijn zeer hoog aantal gedeporteerde en vermoorde joden (75 %) veel meer te begrijpen, verwerken en herinneren dan de meeste andere Westerse landen. En mede daardoor kan het niet anders dan dat de factor Israël zwaarder doorweegt dan elders.

Het hoofdstuk waarin de herinnering in de rest van Europa wordt belicht bevat nogal wat bedenkelijke interpretaties en onjuistheden. Dat in deze ‘Europese’ con-

text wel veel aandacht gaat naar Israël (en de VS), terwijl de auteur dit aspect toch buiten beschouwing wou laten, zegt veel over de impact van gebeurtenissen en interpretaties in deze grote joodse gemeenschappen. Het Belgisch onderzoek naar de uitroeiing van de joden van België wordt onvolledig en deels fout weergegeven (ook het werk van ondergetekende). Het in 1995 in Nederland uitgegeven *In Memoriam* met de namen van de vermoorde Nederlandse joden wordt opmerkelijk genoemd, maar dat de lijst voor België al in 1982 werd gepubliceerd (*Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique*) moet de auteur ontgaan zijn. Om het verschil tussen de Nederlandse en Belgische verwerking, geschiedschrijving en herinnering te verklaren, beklemtoont De Haan nogal dat in België joden in de eerste plaats als vreemdelingen werden beschouwd, dat “hun dood niet als Belgisch probleem werd ervaren”. Tot op zekere hoogte is dat juist; joden die de Belgische nationaliteit bezaten waren vóór, tijdens en na de oorlog beter af dan de anderen. De meeste joden verbleven bij vergelijking nog niet lang in België en waren ook minder goed geïntegreerd dan in Nederland. Maar dat maakt het toch alleen maar schrijnender dat de in Nederland wel goed geïntegreerde joden zo massaal werden geslachtofferd ? Wat daar gebeurd is lijkt wel een bevestiging van een ultra-zionistische stelling : assimilatie leidt tot antisemitisme, tot ondergang. Waarom laat de Haan onvermeld dat in België relatief meer joden werden gered dan in Nederland ? Dat dat onder meer lag aan de houding van niet-joden ? Is dat dan geen deel van de verklaring waarom in Nederland de moord op de Nederlandse joden wél als een nationaal probleem ervaren wordt ?

Het hoofdstuk over getuigenissen is onbevredigend. Er wordt kleinerend gedaan over hun geschiedkundige waarde zonder dat stilgestaan wordt bij nieuwe methodes om egodocumenten ten nutte te maken. De Haan richt de aandacht voornamelijk op juridische getuigenissen aangelegd op de in Israël gevoerde processen tegen Adolf Eichmann en John Demjanjuk (waarmee eens te meer het belang van Israël voor de Europese herinnering wordt onderstreept). De voorstelling van het Demjanjukproces en van de rol van getuigedeskundige Wagenaar daarin, is meer dan betwistbaar.

Toch is dit overzicht een hele prestatie. Het bevat waardevolle informatie en belangwekkende beschouwingen. Maar veel zit zodanig verwikkeld in de eigenzinnige voorstelling van de auteur, dat zonder specialistische kennis feit en hypothese niet altijd uit elkaar te houden zijn. De theoretische stukken over collectieve herinneringen en over de relatie tussen getuigenis, herinnering en geschiedenis verdienen verdere uitwerking. Veel stimulerende en stoutmoedige vraagstellingen ook, maar het “formalisme, de lafheid en nalatigheid” die “als nationale ondeugden op de achtergrond sluimeren van de dominante noties die de herinnering aan de jodenvervolging in de Nederlandse cultuur heeft achtergelaten; het antisemitisme als grootste gevaar, het trauma als eerste onrecht en het slachtofferschap als geëigende pose”, dat aspect van de zaak, komt alleen in de allerlaatse alinea van het boek even aan bod.

Gie van den Berghe

## V. Nation et nationalisme / Natié en nationalisme

---

ARNAUD PIROTE  
«L'apport des courants régionalistes et dialectaux au mouvement wallon naissant. Une enquête dans les publications d'action wallonne de 1890 à 1914»  
Louvain-la-Neuve/Louvain, UCL/Peeters, 1997, 328 p.

Fruit d'un mémoire de licence en histoire présenté à l'UCL en 1993, l'étude d'Arnaud Pirotte s'est vue doublement couronnée par le prix de la Fondation wallonne Pierre-Marie et Jean-François Humblet, et par le prix Jules et Marie Destrée. Elle s'inscrit dans la lignée des travaux menés depuis plusieurs années dans le giron de l'UCL sur l'histoire du mouvement wallon. Signalons d'ailleurs d'entrée de jeu notre admiration pour ce très bon travail dans lequel l'auteur combine originalité et démarche scientifique.

Arnaud Pirotte part du constat que l'histoire du mouvement wallon s'est trop souvent focalisée sur l'étude de l'antiflamingantisme perçu comme seul facteur de mobilisation. Il s'agirait là en quelque sorte du versant ‘négatif’ du développement de ce courant. Mais l'auteur exprime son scepticisme quant à l'existence de cette seule dimension comme ciment d'un sentiment régional cohérent à long terme. Partant de ce constat, il a dès lors entrepris l'étude du courant dialectal et folkloriste né, lui aussi, dans la seconde moitié du XIXe siècle et qui fait office de versant ‘positif’ de la conscience identitaire wallonne. Ledit courant s'inscrit pleinement dans le contexte européen d'émergence des sensibilités régionales perceptible en

Flandre, en Bretagne, en Occitanie par exemple. Mais antiflamingantisme et fibre régionaliste ne constituent nullement deux aspects distincts que rien n'unirait. Les militants qui s'intéressent à la promotion du courant régionaliste sont également en partie ceux qui dénoncent les menaces de l'émergence du mouvement flamand. C'est d'ailleurs ce qui rend cette approche intéressante : en quels termes l'interaction entre ces deux aspects s'exprime-t-elle ? Comment l'affirmation identitaire a-t-elle pu nourrir le militantisme plus politique ? Il est d'ailleurs frappant de constater que cette approche plus culturelle compte de nombreux défenseurs parmi les Wallons de Bruxelles qui sont les militants les plus en pointe lorsqu'il s'agit de combattre le mouvement flamand.

Sur le plan chronologique, l'étude porte sur la période 1890-1914, deux dates choisies en raison de leur dimension historique. C'est en effet en 1890 que se déroule le premier congrès wallon. L'année 1914 marque, quant à elle, la fin d'une époque et constitue une rupture nette pour le mouvement wallon : l'entrée en guerre d'abord et l'évolution d'une partie du mouvement flamand ensuite l'entraînent à reconsiderer ses positions antérieures en matière de fédéralisme et de séparation administrative.

Arnaud Pirotte s'est donc imprégné de la lecture de la presse d'action wallonne, c'est-à-dire de "journaux et de revues dont l'objectif premier est de porter les revendications wallonnes dans tous les domaines : politiques, matériels ou culturels". Sur base de ce critère, vingt-deux publications ont été systématiquement analysées. Instrument précieux, l'ouvrage contient égale-

ment une bonne quarantaine de pages reprenant les données techniques des revues et périodiques considérés et notamment leurs lieux de conservation, un aspect essentiel lorsque l'on sait la dispersion des collections de cette époque. Regrettions tout de même - mais peut-être la recherche n'était-elle pas possible - que le répertoire ne fournit aucun renseignement relatif au tirage des revues en question même si cette donnée n'est pas la seule à prendre en considération pour en connaître le rayonnement. Il nous paraît en effet très intéressant de tenter de mesurer l'importance du public touché par ces périodiques. Dans la foulée, et cela nous mène au cœur du militantisme wallon, quel est le profil sociologique des lecteurs ?

L'auteur s'intéresse ensuite à différents éléments constitutifs d'une identité : la ou les langue(s), le patrimoine, l'histoire ou encore les paysages. Nous plongeant dans les premières décennies du mouvement, il passe en revue les multiples questionnements d'un mouvement balbutiant. Ainsi, lorsqu'il traite du patrimoine dans ses dimensions spatiales, il rencontre les interrogations des militants partagés entre leur attachement à la Belgique francophone - qui subit ses premiers assauts -, à une Wallonie qui se construit par delà les diversités dialectales ou encore, pour certains, à la 'petite patrie' sous-régionale. Les dimensions linguistiques du combat wallon empruntent dans cet ouvrage des sentiers encore trop souvent négligés. Comment ces premiers militants envisageaient-ils la place respective du français et des dialectes wallons ? Il est clair que le mouvement wallon dans son immense majorité ne s'est jamais présenté comme un mouvement de défense de la langue

wallon. Le français a toujours été la langue de son combat même si de temps à autre certains journaux prennent position en wallon. Arnaud Pirotte s'intéresse à la promotion du wallon comme instrument du combat identitaire, mais aussi dans ses dimensions antiflamandes. Certains militants estimaient en effet que le ‘flamand’ et le ‘wallon’ (certes ni l’un ni l’autre ne recouvrent des réalités linguistiquement homogènes mais on a recours au singulier pour accroître la dimension mobilisatrice de l’argument) devaient se voir accorder une place identique et que l'accès aux fonctions publiques en Wallonie devait être réservé à des bilingues... français-wallon. Il est un aspect d'ailleurs trop négligé de l'historiographie, c'est celui de la réalité linguistique d'une Wallonie où, en cette fin du XIXe siècle, les parlers wallons demeurent une large réalité à la fois dans le monde ouvrier et paysan, réalité que ne vient troubler que l'école, l'armée ou l'Eglise. L'auteur aborde d'ailleurs la question du statut du wallon. Quelle place entendait-on lui résérer à côté du français dont la suprématie n'est nullement menacée ? A l'évidence, langue française et dialectes wallons occupent des registres spécifiques et complémentaires.

La période étudiée ici recèle déjà tous les thèmes majeurs du combat wallon. Ainsi l'auteur s'intéresse largement aux aspects culturels au sein desquels la préoccupation historique est essentielle. A travers les congrès - dont celui de 1905 - mais aussi les musées et la (re)découverte des artistes wallons transparaît la volonté de donner au passé wallon une place de choix qu'il n'a pas dans l'historiographie dominante de l'époque, alors largement influencée par Godefroid Kurth et surtout Henri

Pirenne. La presse d'action wallonne sert véritablement de relais à ces sensibilisations à la richesse du terroir.

Fruit d'un mémoire de licence, l'ouvrage d'Arnaud Pirotte ne pouvait traiter de tous les aspects ni de tous les enjeux portés par ce courant dialectal. Il ne s'agit point ici de dénoncer telle ou telle lacune mais bien d'encourager l'auteur à poursuivre dans cette voie. Ainsi plusieurs thèmes me paraissent mériter de plus amples développements. Nous avons souligné l'existence d'une Wallonie dialectale. Celle-ci demeure une réalité d'autant plus présente que l'instruction obligatoire ne sera promulguée qu'en 1914 et appliquée réellement qu'en 1919. Pour en percevoir toutes les facettes, une étude approfondie portant à la fois sur les différences ville-campagne mais aussi sur les différences sous-régionales pourrait être riche d'enseignements. Y a-t-il, par exemple, une corrélation entre la persistance des parlers wallons et l'émergence d'un courant plus politique ? Qu'en est-il de la situation à Bruxelles où de nombreux cercles régionaux wallons voient le jour avant la Première Guerre mondiale et où la volonté de conserver des liens avec la ville ou la région d'origine est une réalité incontournable ? Le courant régionaliste s'exprime-t-il différemment à Bruxelles, lieu de parution d'au moins huit des vingt-deux revues analysées ? Le sentiment régionaliste ne s'exprime bien sûr pas exclusivement par le canal de la presse d'action wallonne. Il serait dès lors intéressant de suivre le cheminement de ce sentiment à travers le théâtre et la littérature dialectales mais aussi par le biais de la presse dialectale stricto sensu explicitement exclue de cette étude. Ces recherches mériteraient également

ment d'être poursuivies sur un plus long laps de temps. Quelle est la persistance de ce courant dialectal ? Quels liens continue-t-il d'entretenir avec le mouvement wallon organisé ? Son déclin marque-t-il l'émergence d'un sentiment identitaire régional qui s'exprimerait uniquement en français ? Autant de questions qui nous permettraient de mieux inscrire l'histoire du mouvement wallon dans sa diversité et dans son engagement sur le plan culturel.

*Chantal Kesteloot*

de Ghelderode, une personnalité perçue comme une clé d'accès symbolique à cette complexe Belgique. Toutes ces rencontres représentent aux yeux de l'auteur les multiples facettes de la société belge. Elle nous brosse des portraits qui, en s'additionnant, pourraient former l'image d'une certaine Belgique.

Renée C. Fox nous décrit avec chaleur et enthousiasme ses rencontres. Elle nous prend par la main et nous fait découvrir des horizons très variés, des personnages forts et d'autres plus effacés. Son regard n'est jamais indifférent. On sent que ces rencontres ont été vécues avec un réel bonheur. Le lecteur n'a plus qu'à se laisser entraîner au fil des pages. Car l'ouvrage est d'agréable facture et se lit tel un roman. Il s'achève sur deux moments essentiels de l'histoire récente : le décès du roi Baudouin en août 1993 et la mobilisation suite à l'affaire Dutroux.

RENÉE C. FOX  
«Le Château des Belges. Un peuple se retrouve»  
Bruxelles, Duculot, 1997, 368 p.

Depuis 1959, Renée C. Fox, alors jeune sociologue américaine, a effectué de nombreux séjours en Belgique, pays pour lequel elle a conçu une véritable passion qui ne l'a plus quittée. Lors de son premier voyage, elle s'intéressait aux conditions de la recherche bio-médicale en Belgique. Son itinéraire l'a conduit à rencontrer des personnalités prestigieuses et d'autres d'origine plus modeste mais tout aussi intéressantes et attachantes. Son initiation l'a également conduite au Congo/Zaïre, cheminement nécessaire à ses yeux pour comprendre la Belgique.

L'ouvrage s'articule autour de deux axes essentiels, l'espace public - celui des rencontres avec des personnalités publiques - et l'espace privé, sorte de cheminement personnel autour de deux familles belges, une flamande et une wallonne. L'ouvrage se complète par le récit de ses rencontres au Congo. En toile de fond, émerge Michel

Mais au delà du plaisir de la lecture, les interrogations subsistent. En quoi les personnages rencontrés sont-ils si typiquement belges ? En quoi sont-ils représentatifs d'une identité collective belge, pour autant d'ailleurs que celle-ci existe vraiment ? L'historien éprouve un certain malaise face à ces quelques personnes sensées être représentatives d'un tout. Néanmoins, dans sa postface, l'auteur épingle bien les problèmes essentiels traversés de manière récente par la Belgique et qui, comme elle le dit, vont bien au-delà des problèmes soulevés par le sort des petites filles décédées et disparues.

Dans un Etat qui s'interroge perpétuellement sur son existence, le regard extérieur peut s'avérer lumineux, révé-

lateur d'évidences qui, à force d'être vécues telles des habitudes, ont perdu leur sens premier. La Belgique interpelle. Les Belges se sentent interpellés. Quelle est, quelles sont les identités des citoyens qui la composent : belge, flamand, wallon, francophone, européen... Quand les évidences jouent à cache-cache, il est tentant de recourir à l'Autre pour savoir qui l'on est. Si l'on est séduit par la démarche de l'auteur l'espace d'un instant - ne nous a-t-elle pas mis en scène ? - le charme est trop vite rompu. Au-delà du plaisir de la lecture, les interrogations demeurent. Quel est ce peuple qui se retrouve ? Peut-on le réduire à ces quelques personnages si attachants soient-ils ? Quel est par ailleurs le sens donné ici au mot 'peuple' ? Certes la symbolique de la brique dans le ventre et donc de l'importance de la maison dans la société belge - des thèmes largement mis en évidence par l'auteur - ne sont sans doute pas usurpés. Mais est-ce si révélateur ? Ne retrouve-t-on pas le même type d'approche, cette disposition à tout sacrifier (jusqu'à sa vie) pour la maison dans d'autres pays, proches ou non de la Belgique, ayant ou non une culture proche de celle des Wallons, des Flamands et des Bruxellois ?

Dès lors, malgré l'intérêt de l'ouvrage, la qualité de son écriture, force est de constater qu'il nous laisse sur notre faim. On aurait aimé que l'auteur perce plus avant ces facteurs de changements, le poids des traditions, la force et la faiblesse des consensus, l'attachement mais aussi le mépris et l'indifférence réciproques, bref autant d'ingrédients qui font partie intégrante de cette nébuleuse Belgique même s'ils ne peuvent à eux seuls prétendre la définir.

Chantal Kesteloot

## VI. België en het buitenland / La Belgique et l'étranger

ERIC LAUREYS  
«Belgen in Perzië 1915-1941, verwezenlijkingen, verhoudingen en attitudes»  
Peeters, Leuven, 1996.

De auteur geeft op een goede 300 blz. een algemeen overzicht van de Belgische aanwezigheid in Perzië (levensomstandigheden, verwezenlijkingen, historische context, opvattingen en vooroordelen). Hij bespreekt hoofdzakelijk de 'zendingen' bij de douane, de post, het ministerie van financiën, het leger en het spoor; bij behandelt daarnaast ook de ondernemers, handelaars en diplomaten.

Vanaf 1898 werd een groeiend aantal Belgische ambtenaren door de Qadjaren-dynastie aangeworven om de administratie van financiën - en daarin dan voornamelijk de douane - te moderniseren en uit te zuiveren (corruptie !); daarna kwamen ook de post, de munt en openbare werken aan de beurt. De auteur stelt vast dat hun werk met succes werd bekroond. Zij wisten de staatsinkomsten "gevoelig te verhogen". J. Naus werd zelfs Minister van State wegens zijn goed beheer van douane en financiën. Na hem ging Lambert Molitor (uit Erezée) de douane leiden (1901) en zijn broer Camille de post (1904). Het waren werkzame, indrukwekkende heren, vooral modelfunctionaris Lambert Molitor die de douane verder wist uit te bouwen tot een efficiënt geheel. Hij lukte er ook in zijn administratie en haar Belgische ambtenaren met vallen en opstaan door de chaotische situatie van de Eerste Wereldoorlog te loodsen, door

snelle beslissingen... en schipperen tussen Duitsers, Russen en Engelsen. De stempel die Naus en de Molitors op hun diensten drukten leeft tot op heden voort : nog in 1952 stelde de VN vast dat de douane één van de efficiëntste Iraanse staatsdiensten was. Terecht legt Eric Laureys ook de nadruk op het succes van de Belgische ‘ontwikkelingshulp’ op het vlak van de posterijen. Zó degelijk waren die Belgische organisatoren honderd jaar geleden, dat tot op de dag van vandaag in Iran maar weinig brieven onbesteld blijven, zoals ik zelf kon vaststellen.

Bij de inval van Turkije in Perzië (1915) spande Lambert Molitor zich met succes in om de veiligheid van de Belgische douanebeamten te verzekeren, door afwisselend tussen te komen bij de Perzische en Turkse overheden evenals bij de machtige Duitse consul Litten die “aan het hoofd van Ottomaanse troepen” stond (p. 47). De auteur merkt op dat de Belgen volgens de Perzen eveneens toenadering zochten tot de intussen ook binnengevallen Russen en de (in dienst van Perzië staande) ‘Kozakkenbrigade’, een van de weinige elementen van orde tijdens het woelige begin van de Eerste Wereldoorlog.

De all-round man Lambert Molitor, die rond 1918 met de Perzische voedselvoorziening belast werd, nam daarna ook contact op met de Sovjets en slaagde erin hen te overtuigen het voor hun troepen bestemde graan te laten leveren aan het uitgehongerde Tabriz. Na dit succes werd hij bevorderd tot “algemeen controleur van de bevoorrading” (p. 63) en - ondanks een campagne op touw gezet door profiteurs en woeckeraars - tot hoofd van de douane (1920).

De Belgen hadden een machtspositie kunnen uitbouwen dankzij het Brits-Russische antagonisme. Na de Eerste Wereldoorlog verwierf het Britse koninkrijk echter door intriges en een leger van adviseurs en militairen tijdelijk de feitelijke hegemonie over Perzië; als gevolg daarvan nam de Belgische invloed af. Lang duurde dat overwicht echter niet, want de Sovjets plukten de vruchten van hun overwinning op de Wit-Russen van Denikin (1920), op wie de Britten gewed hadden : er kwam een anti-Brits kabinet tot stand. De steeds pragmatische Belgen zochten vanaf 1920 dan ook toenadering tot de Sovjets.

De Britse kolonel Smith, die opperbevelhebber geworden was van de Kozakkenbrigade, moest in 1921 het veld ruimen voor Reza Khan, die deze machtspositie gebruikte om eerste minister te worden en de shah aan de dijk te zetten. In 1926 werd hij zelf tot shah gekroond (Pahlavi) en ging een nationalistische politiek voeren. Tenslotte trokken zowel de Britten als de Sovjets zich uit Perzië terug. Mede daardoor konden de Amerikanen en de Duitsers hun aanwezigheid in Perzië versterken, waardoor de Belgen verder weggedrukt werden. Toch kreeg de Iraanse luchtmacht in 1934 nog Belgische instructeurs.

Naast een nooit vertoonde moderniseringspolitiek en ‘verwestering’ ten nadele van de Mullahs, werd door de nieuwe shah een meer onafhankelijke buitenlandse politiek gevoerd. De buitenlandse specialisten werden niet langer aangeworven onder druk van Britten of Russen, zodat ‘ontwikkelingshelpers’ uit een hele reeks landen naar Perzië werden geroepen. Daarbij scheen Duitsland de voorkeur te genieten. In 1937 kwam een

pro-Duitse regering aan de macht; de kroonprins had zelf contact met de leider van de Hitlerjeugd Baldur von Schirach. In 1941 vreesden de Britten dat Reza Shah, die ook afhankelijk was van Duitse wapenleveringen, helemaal de Duitse kant zou kunnen kiezen; daarom vielen ze (met de VS) Iran binnen en installeerden zijn zoon op de troon.

Eric Laureys concludeert dat de Belgische aanwezigheid in Perzië mogelijk werd omdat het land zich niet helemaal wilde overleveren aan de grote wereldmachten. Door een handige balans-politiek kon België zijn plaats handhaven tot aan de Tweede Wereldoorlog. Deze aanwezigheid beantwoordde aan het streven van de 19<sup>e</sup> eeuwse expansionistische Belgische economische milieus, maar winstgevende activiteiten kwamen er pas tijdens de jaren dertig. De Belgen in Perzië droegen hoe dan ook bij tot het Belgische prestige en de “Perzische moderniseringsbetrachten” (p. 309).

Uitgezonden Belgische ambtenaren hebben een flink deel van de moderne administratie in Perzië opgebouwd en de leidinggevende figuren gevormd. Velen van de honderden die vóór 1914 actief waren hebben zich met hart en ziel ingezet. De door de auteur aangehaalde mening van Annette Destree die “de gunstige invloed van dit engagement” vaststelt en vergelijkt “met de vaak overhaaste, haast blinde ontwikkelingshulp aan huidige derde wereldlanden” (p. 29), moet helaas worden bijgetreden.

Het werk van Eric Laureys is een aanrader voor allen die interesse hebben voor Iran en het ontwikkelingswerk. Wel heeft de

auteur zich hoofdzakelijk toegelegd op Belgische diplomatische bronnen. De monomane voorkeur van de meeste Belgische diplomaten uit die tijd voor politieke berichtgeving, verklaart meteen waarom de activiteiten van de Belgische ambtenaren in het boek veel beter uit de verf komen dan deze van vertegenwoordigers uit de economische sector. Wat ook had kunnen voorkomen worden door het intenser gebruik van andere bronnen, is het systematische gebruik van “een zekere...”, zelfs als het niet totaal onbekende personen betreft (bv. “een zekere Wilhelm Wassmuss”... waarvan de auteur zelf vermeldt dat hij “de Duitse Lawrence” wordt genoemd). Het boek bevat ook nogal wat algemeenheden van het type “België kan terugkijken op een rijk verleden en deed heel wat ervaring op het gebied van buitenlandse betrekkingen”. En niet alleen uit deze laatste zin blijkt dat de auteur aan een Vlaamse kwaal lijdt : de tekst bevat nog te vaak gallicismen en andere taalfouten.

Maar al bij al betreft het hier een interessant vulgariserend werk dat bol staat van wetenswaardigheden en dat ook vergelijkingen met vandaag oproept. De intriges en vitterijen van de Perzen, die het de buitenlanders soms moeilijk maken, de kwaadsprekerij, machtsspelletjes, onbeschoftheeden en twisten van en onder Belgen, het probleem van de ziekten en de primitieve werkomstandigheden, en zelfs de scheiding in mannen- en vrouwencompartimenten op de paardentram van Teheran komen ons niet helemaal onbekend voor...

Roger Martin